

STÉPHANE FOUCART

LE POPULISME CLIMATIQUE

Claude Allègre et Cie,
enquête sur les ennemis
de la science



Extrait de la publication

Le Populisme climatique

Stéphane Foucart

Le Populisme climatique

Claude Allègre et Cie,
enquête sur les ennemis de la science



© *Éditions Denoël, 2010.*

Extrait de la publication

«Douter de tout ou tout croire sont deux solutions également commodes, qui l'une et l'autre nous dispensent de réfléchir.»

Henri POINCARÉ

Avertissement

Il y a certaines choses que l'on ne trouvera pas dans ce livre. On n'y trouvera pas de plaidoyer pour « économiser les ressources fossiles », pour « préserver le climat » ou « sauver la planète ». On n'y trouvera pas d'appel à la réduction des émissions de gaz à effet de serre, au malthusianisme ou à la décroissance. Non que tout cela ne soit *a priori* pas souhaitable. Mais un nombre désormais considérable de livres, de documentaires, de sites Web et d'initiatives diverses ont déjà donné l'alarme pour épargner au lecteur une nouvelle leçon sur les limites de la biosphère et sur les périls qu'encourt l'humanité à les tutoyer. Les pages qui suivent s'inquiètent plus des torts envers la vérité des faits que de ceux infligés à la nature.

L'objectif de ce livre est de porter un peu de lumière sur ce qu'il est convenu d'appeler le climato-scepticisme, ses contours, ses motivations et surtout la manière dont ses tenants propagent le doute. Car c'est principalement de cela qu'il s'agit : toute cette affaire de changement climatique ne serait-elle finalement rien d'autre qu'un vaste fantasme collectif alimenté par des chercheurs-idéologues avides de subventions... ? L'homme, entend-on dire de plus en plus

fréquemment, ne serait pas responsable des changements dont les effets sont désormais mesurés avec de plus en plus de précision – en particulier par les satellites, les réseaux de sondes océanographiques et les stations météorologiques, l'observation des changements de comportement de la faune sauvage, etc. Ce doute persistant est le résultat de l'une des plus vastes entreprises d'intoxication de l'opinion menées sur un sujet scientifique. Cette entreprise est autant couronnée de succès qu'elle est promise à un bel avenir. Ses effets, patents aux États-Unis depuis longtemps, commencent à se faire sentir en Europe et en France depuis environ deux ans.

Dans l'exercice généralement paisible de mon métier de chroniqueur scientifique, je n'ai jamais été confronté à une telle défiance, une telle pluie de courriers d'insultes, de menaces, de diffamations, que sur le dossier des sciences du climat. Cette violence inhabituelle m'a incité à y regarder de plus près. La passion que suscite cette question – qui résume et circonscrit à elle seule les grandes interrogations actuelles sur la place de l'homme dans la nature – rappelle la violence des oppositions entre soutiens d'Israël et partisans des Palestiniens. Ou entre ceux qui défendent le droit des couples homosexuels à l'adoption et les autres. Entre partisans de la reconduite aux frontières des « sans-papiers » et chantres de leur régularisation massive. Le changement climatique est devenu, en quelques mois, de ces sujets qui clivent profondément, et radicalement, la société.

La certitude – pour autant que l'on puisse parler de certitude dès qu'il s'agit de science – est pourtant que ces changements sont déjà là. Qu'ils sont de grande ampleur. Qu'ils sont, pour leur plus grande part, le fait des activités humaines. Et qu'ils sont à même, à l'horizon de la fin du siècle seulement, de modifier l'habitabilité de régions entières, avec tous les bouleversements sociaux, politiques et économiques qu'il est possible d'imaginer.

Faut-il régler les problèmes de l'accès à l'eau, du chômage,

de la pauvreté et de la faim dans le monde, plutôt que se préoccuper de l'évolution du climat? Faut-il léguer à ceux qui nous succéderont un monde le plus semblable possible à celui que nous avons connu? Faut-il accepter que nous en modifions radicalement la physionomie, quitte à tenter de faire en sorte que les générations futures aient les moyens d'affronter ces changements?

Faut-il, en d'autres termes, trouver et mettre en œuvre de nouveaux modes de développement moins émetteurs de gaz à effet de serre et fondés sur d'autres critères que la seule croissance économique? Ou faut-il, au contraire, *prendre acte* des bouleversements en cours? Et faire simplement le calcul que, vu l'inertie considérable du système climatique, il est déjà trop tard pour arrêter ce qui a été engagé avec la révolution industrielle d'abord, la mondialisation de l'économie ensuite... Dans cette optique, il faut alors faire le pari que seule une accélération rapide de l'activité économique sera à même de créer suffisamment de richesses et de susciter les investissements en recherche et développement qui permettront de découvrir et d'optimiser des sources d'énergie renouvelables. C'est un pari risqué.

Ralentir devant le mur? Accélérer pour espérer plus tard l'éviter? Ce sont certes des questions à l'importance cardinale, mais les pages qui suivent n'ont pas pour ambition de les trancher.

INTRODUCTION

La grande erreur du comité Nobel

C'était pourtant une belle idée. Le vendredi 12 octobre 2007, le comité Nobel annonçait que le prix Nobel de la paix était attribué conjointement à Al Gore et au Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (Giec). Le comité distinguait les deux lauréats pour des actions très différentes. D'une part, l'ex-vice-président américain (1993-2001) était récompensé pour son film *Une vérité qui dérange* (2005), un documentaire choc sur le réchauffement et ses effets prévisibles sur le moyen et le long terme. D'autre part, le Giec – ce groupe d'experts mandaté par les Nations unies et l'Organisation météorologique mondiale (OMM) – était couronné pour son travail de synthèse des connaissances scientifiques sur le climat, incarné par un volumineux rapport, rendu tous les cinq à six ans depuis 1990. En prenant cette décision d'offrir le même prix à Al Gore et au Giec en la personne de Rajendra Pachauri, son président, le comité Nobel a en réalité commis une erreur lourde de conséquences. Et, avec le recul de quelque trois années, aucun Nobel de la paix n'aura été plus contre-productif que celui-ci.

Ce jour-là, les climatologues pensaient avoir définitivement

gagné la bataille de l'opinion. Ils venaient, en réalité, de voir brûler tous leurs vaisseaux.

Paradoxal constat. Car, au lendemain de l'attribution du Nobel de la paix 2007, la presse unanime saluait le caractère visionnaire et l'audace du comité Nobel. Et pour cause : en décernant son prix aux hérauts du réchauffement, il attirait l'attention sur ses conséquences les plus pernicieuses. Le changement climatique sera, dans les prochaines décennies, l'un des grands fauteurs de troubles, de tensions entre les pays et, en un mot, de guerres. Il rendra inhospitalières des régions entières, suscitera des mouvements de populations, des réflexes d'accaparement de nouveaux territoires et de nouvelles ressources. Préserver autant que possible la stabilité climatique, c'est donc prévenir les guerres de demain, disait en substance le comité. Sans doute avec raison.

Et pourtant le bât était voué à blesser. Pourquoi ? Simplement parce qu'en associant dans un même prix la science et sa spectacularisation à des fins militantes, le comité Nobel a puissamment ancré dans les esprits une idée fautive sur laquelle prospère ce qu'il est désormais convenu d'appeler le climato-scepticisme – même si, on le verra, cette terminologie n'est pas la mieux choisie. En mettant sur une même estrade le politicien Al Gore et l'ingénieur et économiste Rajendra Pachauri, le comité Nobel a accrédité l'idée que la science et l'activisme écologique procédaient du même projet. Il a renforcé l'idée fautive que la climatologie est un ensemble de sciences militantes, tendues vers le même objectif que celui des ONG environnementalistes : asseoir un nouvel ordre écologique. Nouvel ordre impliquant un changement civilisationnel radical, une mutation profonde des modes de vie qui ont cours en Occident – et que le reste du monde est réputé nous envier. Les scientifiques étudiant le climat sont devenus, dans l'esprit d'une bonne part de la population, des idéologues au service d'une cause.

Depuis l'attribution du Nobel de la paix 2007, le discours a

changé. C'est au nom du pluralisme idéologique et du débat politique que le travail des climatologues, et singulièrement celui du Giec, est cloué au pilori ou discuté dans ses aspects qui ne devraient pas – ou plus – l'être. Tout simplement parce qu'ils ne sont plus débattus. L'exclamation d'un journaliste en conclusion d'une émission de débat résume parfaitement l'état d'esprit ambiant. «Je n'arrive pas à comprendre pourquoi il n'y a pas une position médiane, pourquoi le réchauffement ne pourrait pas être à la fois la faute [...] au CO₂, et la faute à Dame Nature et au Soleil, comme le disent les gens qui sont plus sceptiques¹... !» Ce qui revient à dire que, puisque certains pensent que la Terre est ronde et que d'autres sont convaincus qu'elle est plate, le mieux à faire est de trouver une position médiane et de dire, en somme, que notre planète a une forme de galet.

Cette idée d'une science idéologique s'est tant diffusée dans la société que même certains intellectuels, dont on pourrait penser qu'ils appartiennent à la catégorie la mieux informée sur ce genre de sujet, la propagent à leur tour, parfois de bonne foi. Dans un éditorial, le quotidien *Libération* décrit le Giec comme «une organisation de l'ONU à la fois savante et militante²». Luc Ferry, philosophe, ancien ministre de l'Éducation nationale, n'a pour sa part pas attendu l'attribution conjointe du Nobel de la paix 2007 pour déclarer : «Le Giec, c'est un groupement où sont cooptés des patrons d'associations qui sont souvent des idéologues écologistes³.» Un propos où la confusion est à son comble.

Bien sûr, toute science se forge dans la confrontation d'interprétations de faits et de données. Toute science se forge dans la discussion. Mais aucune ne se construit par

1. «La ligne j@une», émission produite par Arrêt sur images (arretsurimages.net), mise en ligne le 4 décembre 2009.

2. Laurent Joffrin, «Brûlant», *Libération*, 17 février 2010.

3. Caroline de Malet et Paul-François Paoli, «Kosciusko-Morizet/Ferry : quelle écologie pour aujourd'hui?», *Le Figaro*, 8 juillet 2007.

la négociation. Dans la grande confusion qui caractérise les discussions sur le changement climatique et son diagnostic scientifique, il semble à un grand nombre de commentateurs, d'hommes politiques ou d'intervenants dans le débat public que les sciences du climat sont – ou devraient être – négociables. Qu'une « position médiane » doit pouvoir être trouvée entre ceux qui démontrent que le CO₂ émis par les activités humaines est responsable de la plus grande part des changements climatiques actuels – souvent résumés par le terme imprécis de « réchauffement » – et ceux qui ne croient pas à l'influence de l'homme sur les bouleversements en cours. Les débats et les discussions autour du climat s'orchestrent alors dans les médias de la même façon que s'organisent les débats politiques. D'un côté ceux qui sont « contre », de l'autre ceux qui sont « pour ». Et la balle au centre. Un peu comme si un débat sur le sida, par exemple, était organisé entre les virologues expliquant que l'agent pathogène à l'origine de la maladie est un rétrovirus, le virus d'immunodéficience humaine (HIV), et d'autres assurant que cela n'est pas démontré avec certitude et que, sans doute, d'autres facteurs entrent en ligne de compte – sans que ces derniers soient d'ailleurs clairement déterminés...

Imaginons un instant qu'une personnalité – un ancien ministre de la Recherche, par exemple – vienne à nier publiquement les résultats scientifiques de toute une communauté de chercheurs sur un sujet aussi grave que la pandémie de sida. Imaginons un instant qu'il estime superflu l'usage du préservatif lors de rapports sexuels occasionnels, puisqu'il n'est pas certain que la maladie soit due à un rétrovirus : autant attendre la *certitude* scientifique avant de recommander de telles mesures. Les réactions, on s'en doute, seraient d'une extrême virulence et les condamnations unanimes. À juste titre.

Dans le cas du changement climatique, la situation est tout autre. Non seulement il est simple de trouver des tribunes pour nier publiquement la science, mais il est possible de

rallier largement les suffrages. Que le sida soit dû à une infection par un rétrovirus (le HIV) relève du fait scientifique, de la simple description de l'état de l'art en virologie ; que le changement climatique soit en grande partie dû aux activités humaines relèverait d'une « pensée unique », d'un « dogme » sur lesquels le « débat » doit être porté.

La climatologie serait donc « négociable ». Et elle serait « négociable » parce que, précisément, elle relève de l'idéologie. Voilà la grande erreur du comité Nobel : avoir permis à ce fantasme de s'incarner dans une image, celle d'Al Gore et de Rajendra Pachauri, souriant ensemble sur l'estrade où leur est remis le Nobel de la paix. Le comité Nobel n'est bien sûr pas le seul responsable de cette confusion. Il est même, en définitive, assez difficile de distinguer l'œuf de la poule. L'attribution du Nobel de la paix a-t-il été l'aboutissement et le résultat d'une confusion qui ne demandait qu'à s'exprimer ? Ou a-t-elle initié cette confusion ? Les historiens des sciences auront peut-être un jour à cœur de répondre à cette question.

Cependant rien n'est simple. Car certains climatologues ont alimenté eux-mêmes le mélange des genres, en menant de front une carrière scientifique – ou une implication dans le Giec, par exemple – et une activité militante publique. Le climatologue américain James Hansen, par exemple, l'un des pères de la climatologie moderne, le premier scientifique à avoir attiré l'attention des responsables politiques et des médias sur les dangers du changement climatique – et l'un des protagonistes de ce livre –, a mené ces dernières années un combat militant qui l'a amené à soutenir les franges les plus radicales du mouvement écologiste – sans pour autant en épouser toutes les idées –, ou à emprunter leur rhétorique et leur vocabulaire. Il est raisonnable de penser que si tous les « savants » se contraignaient à limiter leurs activités et leurs déclarations à la science, l'amalgame entre science et idéologie serait moins prégnant dans l'opinion.

Même chose pour Rajendra Pachauri, qui s'est récemment

illustré par des propos exhortant le monde occidental à passer à un régime alimentaire principalement végétarien, la production animale étant l'un des principaux émetteurs de gaz à effet de serre... Par cette déclaration – très mal perçue dans le monde anglo-saxon – le président du Giec a outrepassé les fonctions qui sont ou devraient être les siennes. Car ainsi, il ne s'est pas fait le porte-voix d'une communauté scientifique chargée de faire le point sur une science par définition amoral : il a délivré un discours moralisateur qui, dans sa bouche, participe de la confusion ambiante.

Celle-ci est aujourd'hui telle que l'opposition à toute perspective d'un changement des modes de vie, ou plus prosaïquement tout rejet d'une fiscalité nouvelle indexée sur la consommation des énergies fossiles, est invariablement fondée sur la négation de la science. Une «taxe carbone» est bien souvent considérée comme indésirable *parce que* les climatologues ne sont, en réalité, pas certains que le climat change réellement. Ou, même si ces modifications venaient à être avérées, ils ne sont pas capables d'apporter la preuve que ces changements sont bien le fait de l'homme. Et même si en définitive c'était le cas, ils ne sont pas certains que ces modifications seront globalement négatives. Voilà, pour faire vite, le trépied sur lequel est posé le climato-scepticisme. Ce n'est donc pas autre chose que la négation de la science : soit dans sa capacité à détecter et quantifier le changement, soit à l'attribuer à l'homme, soit à en déterminer les effets prévisibles – lorsqu'elle le peut, ce qui n'est pas toujours le cas.

Voilà qui fait du discours climato-sceptique une fusée à trois étages. Un quatrième niveau commence toutefois à apparaître. Car devant les difficultés croissantes à argumenter contre des manifestations de plus en plus tangibles et l'absence criante d'une théorie alternative à la prééminence des gaz à effet de serre anthropiques, c'est-à-dire d'origine humaine, certains recommandent simplement de laisser venir. Oui, la basse atmosphère se réchauffe, oui, l'homme en est

le principal responsable, oui, l'impact sur la biosphère sera massif, oui, les sociétés humaines pâtiront d'une dégradation progressive de leur environnement – du fait, entre autres, du changement climatique... Mais, avancent-ils, on peut faire le pari que le génie humain trouvera une solution pour contrecarrer ces effets. La technologie parviendra-t-elle à défaire ce qui aura été fait ? Cela semble peu probable mais de nombreuses propositions dites de géo-ingénierie sont désormais avancées et trouvent une place dans les plus grandes revues scientifiques. Celles-ci prennent désormais au sérieux la possibilité de larguer des milliers de tonnes de particules soufrées dans la haute atmosphère afin de réfléchir une part du rayonnement solaire, l'envoi de sondes-parasols entre le Soleil et la Terre, ou d'autres scénarios tout aussi improbables.

Au total, donc, on peut dénombrer quatre grandes familles de climato-sceptiques. Ceux qui nient l'existence d'un changement climatique – ils sont de moins en moins nombreux tant les preuves s'accumulent de manière toujours plus écrasante. Ceux qui admettent le changement mais qui refusent d'y voir le résultat des activités humaines. Ceux qui admettent et le changement climatique et ses causes anthropiques, mais qui estiment que celui-ci n'aura pas de conséquences dommageables sur la stabilité des sociétés – voire qu'il sera globalement profitable. Ces deux dernières catégories forment le gros des troupes. Et, enfin, ceux qui admettent, pour l'essentiel, le diagnostic des scientifiques, mais qui estiment que la Terre peut être l'objet de manipulations à plus ou moins grande échelle capables de défaire ce qui a été fait, ou au moins d'en atténuer les effets les plus dommageables.

Il est difficile d'estimer la prégnance de ces idées dans la population. En France, elles sont encore relativement marginales. Un sondage Ipsos, réalisé en janvier 2010, indique que 84 % des Français estiment réel le réchauffement climatique. Mais, à aller un peu plus loin dans le détail, on constate que

seuls 40 % y croient «tout à fait», les autres déclarant «plutôt» y croire. L'enquête montre en outre que seuls 18 % des sondés pensent que l'influence des activités humaines sur le phénomène de réchauffement est justement évaluée. Les autres estiment qu'elles sont minorées (49 %) ou exagérées (33 %). Au total, on le voit, un peu moins d'un Français sur cinq accorde sa confiance aux scientifiques chargés de déterminer les causes du changement climatique.

Les idées «climato-sceptiques» ont plus de prise aux États-Unis et au Royaume-Uni. Une enquête de la BBC menée en février 2010 montre ainsi que 75 % des Britanniques pensent que le changement climatique est une réalité, mais seuls 34 % considèrent qu'il est «largement le fait de l'homme». La moitié des sondés estiment qu'une «théorie très répandue veut que le changement climatique (en cours) soit largement le fait de l'homme mais que cela n'est pas encore scientifiquement prouvé». Près de 15 % jugent que «le changement climatique anthropique relève d'une propagande environmentaliste, pour laquelle il y a peu ou pas de preuve réelle».

Quant aux États-Unis, les travaux du Pew Research Center montrent l'évolution de l'opinion sur le sujet entre 2006 et 2009. À la question posée («Le réchauffement est-il une réalité?») les sympathisants démocrates répondent *grosso modo* sur une même ligne que les Français et les Britanniques. Les choses changent considérablement pour le reste de la population – en particulier lorsqu'elle se déclare plutôt proche du camp conservateur. Au total, en octobre 2009, deux mois avant l'ouverture de la conférence de Copenhague, censée trouver un successeur au protocole de Kyoto qui expire en 2012, seuls 57 % des Américains disaient estimer que le changement climatique était une réalité et seuls 36 % estimaient que l'homme en était la principale cause ! Ils étaient respectivement 71 % et 47 % en avril 2008.

C'est un paradoxe comme il en existe peu. Alors qu'un phénomène est en cours et que ses effets sont toujours plus

sensibles, il se trouve une forte minorité de la population des pays du Nord, pourtant supposée éduquée et informée, pour en mettre en doute l'existence même. Et alors que les connaissances scientifiques plaident unanimement et sans ambiguïté pour une cause humaine, une majorité parfois forte estime que l'homme n'est pas responsable de ce qui se produit dans la basse atmosphère... Ou, à tout le moins, que rien n'est démontré.

On le voit – c'est vrai pour les États-Unis et on peut suspecter que cela le soit pour l'Europe au sens large –, la tendance générale est à une baisse de confiance dans le travail des experts du climat. Une défiance que le Nobel de la paix 2007 n'a nullement contribué à ralentir. Il pourrait même avoir contribué, si on en croit l'évolution de l'opinion américaine, à l'accroître – même si, on le verra dans la suite, il faut toujours se méfier des corrélations... L'actualité récente montre aussi qu'immédiatement après la conférence de Copenhague une campagne de dénigrement sans précédent s'est déchaînée, principalement dans la presse conservatrice britannique, contre les climatologues d'une part, contre le Giec et son président de l'autre. Au Royaume-Uni, on le verra, les effets de cette campagne sur l'opinion ont été massifs.

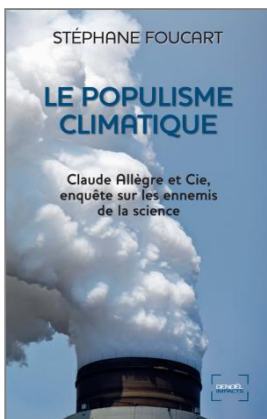
Ce qui suit est donc l'exploration de ce paradoxe. Comment expliquer une telle imperméabilité de l'opinion au diagnostic scientifique du changement climatique et de ses causes? Par quelles stratégies et par quelles manipulations, ou simplement par quels hasards, des idéologies et des intérêts parfois divergents peuvent-ils faire cause commune pour tromper le public sur la question du changement climatique et propager le doute sur les bouleversements en cours? Cette histoire est celle d'intérêts industriels contrariés et des efforts faits par plusieurs entreprises pour discréditer la science, socle de possibles décisions politiques dommageables à leur chiffre d'affaires. C'est aussi une histoire qui s'écrit principalement sur les nouveaux médias, et Internet joue un rôle crucial en

maintenant vivaces de nombreuses contrevérités et « légendes urbaines » sur le climat. C'est une histoire d'idéologies et de certitudes contrariées par cette évidence : les dimensions du monde physique sont limitées et une croissance perpétuelle de l'humanité y est impossible. C'est aussi une histoire de disciplines scientifiques qui jouent les unes contre les autres. C'est, enfin, une histoire de personnalités qui intoxiquent l'opinion, souvent à dessein. Parfois par simple appât du gain, parfois par tropisme idéologique, parfois par lubie, parfois par incompetence ou, tout simplement, par désir d'attirer les feux de la rampe.

L'essentiel de cet ouvrage est consacré à débusquer ces impostures. À en faire comprendre les ressorts ; à expliquer comment, chose réellement surprenante, le doute parvient à s'installer sur une réalité validée par toute la science moderne et dont tant les chimistes que les physiciens de l'atmosphère ne doutaient déjà guère il y a un siècle. Certains éléments et certains personnages de cette histoire ne sont pas sans rappeler les manœuvres passées pour introduire le doute, dans l'opinion et parmi les responsables politiques, sur la nocivité du tabac ou de l'amiante, ou encore des effets des chlorofluorocarbures (CFC) sur l'ozone stratosphérique. Parfois, ils évoquent les tentatives – fantasques et littéralement meurtrières – de remettre en cause le lien entre infection par le HIV et le sida.

TABLE

<i>Avertissement</i>	9
<i>Introduction</i>	13
1. Une (très) brève histoire des sciences du climat	23
2. De l'amiante de Jussieu au changement climatique, un air de déjà-vu	38
3. Préludes à une croisade française	48
4. «Les chevaliers de l'ordre de la Terre plate»	62
5. Premières passes d'armes	78
6. Précis de science climato-sceptique	100
7. Le jeu de bonneteau du professeur Courtillot	109
8. L'incroyable imposture de <i>L'Imposture climatique</i>	124
9. Géologie vs climatologie, une guerre de clans	142
10. Le «Climategate», ou quand le terrorisme s'invite en science	153
11. Il faut brûler le Giec (<i>bis repetita placent</i>)	175
12. Les dollars du doute	197
13. Les ressorts de la machine à nier	214
14. De qui les climato-sceptiques français sont-ils le nom?	233
15. Quand la blogosphère donne le <i>la</i>	248
16. La machine à museler	268
17. Vertiges de l'hérésie	282
18. Contre les climatologues, des alliances improbables	292
<i>Conclusion</i>	305
<i>Remerciements</i>	317



Le populisme climatique Stéphane Foucart

Cette édition électronique du livre
Le populisme climatique de *Stéphane Foucart*
a été réalisée le 20 décembre 2010
par les Éditions Denoël.

Elle repose sur l'édition papier du même ouvrage,
imprimé par Firmin-Didot
(ISBN : 9782207107478).

Code Sodis : N43024 - ISBN : 9782207107492

Numéro d'édition : 175316